



Contre l'austérité et la flexibilité sans fin

CONSTRUISONS UN «TOUS ENSEMBLE»

NPA contre le patronat et le gouvernement

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 14 mars 2013

Avec l'aggravation de la crise capitaliste, le gouvernement Ayrault - Hollande ne cache plus que c'est une politique d'austérité sans fin qu'il va imposer aux classes populaires.

Pour le coup, oubliées les promesses électorales.

En plus de la destruction du droit du travail au travers du projet de transcription dans la loi de l'Accord national interprofessionnel relatif à la « sécurisation de l'emploi », ce gouvernement a décidé que rien ne devrait échapper à l'austérité .

Retraite, allocations chômage, sécurité sociale : tous nos acquis devraient y passer.

UNE AUSTÉRITÉ RENFORCÉE

Il y avait déjà eu les 10 milliards de coupes dans les dépenses publiques et la hausse de la TVA pour récupérer 20 milliards d'euros pour les offrir aux entreprises afin de financer un « pacte de compétitivité emploi » au travers d'un « crédit d'impôt ».

Vendredi dernier, le gouvernement y a rajouté l'annonce de 5 milliards d'économies supplémentaires dans une lettre de cadrage envoyée aux différents ministères pour le budget 2014.

Ce qui se traduira notamment par des coupes importantes dans les dotations aux collectivités locales qui n'hésiteront pas à réagir en augmentant les impôts locaux.

RETRAITES: UN AIR DE DÉJÀ VU

Dimanche dernier, la ministre des affaires sociales a prévenu: des « efforts » seront demandés « à tous les français ».

Selon les « experts » appointés par le gouvernement, le déficit des caisses de retraites sera de 20 milliards en 2017, si rien n'est fait. Sauf que 20 milliards, c'est exactement le montant du crédit d'impôt aux entreprises voté en décembre dernier.

Une goutte d'eau dans l'océan des subventions, des niches fiscales et des commandes d'Etat qui enrichissent toujours plus les grands groupes. Sans oublier les multiples exonérations de « charges » patronales qui à elles seules expliquent l'intégralité du « trou de la sécu ».

Pourtant, même dans la crise, le patronat est loin d'être à l'article de la mort. Voilà ce que prouvent les profits des entreprises du CAC 40. Pour Total seul, ce sont 18 milliards d'euros immédiatement disponibles.

Comme Sarkozy, ce gouvernement n'hésite pas à faire les poches aux salariés et aux retraités pour combler les trous creusés par sa politique d'aide aux plus fortunés.

DONNER UNE SUITE

À LA MOBILISATION CONTRE LA

LOI DITE DE «SÉCURISATION DE L'EMPLOI»

Mardi 5 mars, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre la transcription dans la loi de l'accord honteux conclu le 11 janvier entre le MEDEF et les syndicats CFTD, CGC et CFTC.

Si cette loi devait être adoptée en avril, les patrons pourraient imposer des mutations sans limite de distance et de trajet, modifier le temps de travail et baisser les salaires, sous prétexte de difficultés économiques.

Une seule journée d'action ne suffira pas pour empêcher cette adoption. La journée de mobilisation du 5 mars n'était qu'un premier jalon vers une lutte d'ensemble qu'il faudra bien mener.

PAS D'AUTRE SOLUTION QUE

DE PRÉPARER UN TOUS ENSEMBLE

Austérité, flexibilité, licenciements, précarité, chantage patronal, et maintenant les retraites. La politique du « dialogue social », si chère à ce gouvernement et à laquelle se prêtent les directions syndicales, a fait la démonstration de sa nocivité.

Des luttes dures et déterminées existent. Comme celles des salariés de PSA Aulnay, en grève contre la fermeture de leur usine depuis le 16 janvier ; de ceux du Fret d'Air France en grève depuis le 16 février à Roissy ; de ceux de Goodyear et de bien d'autres entreprises du pays.

Reste à faire converger ces différentes luttes pour bâtir un tous ensemble.

C'est la seule façon réaliste de nous défendre jusqu'au bout.

LES SALARIÉS DE GOODYEAR ONT RAISON DE SE RÉVOLTER !

Jeudi dernier, les travailleurs de l'usine GoodYear d'Amiens se sont heurtés aux CRS, à l'occasion d'un Comité central d'entreprise sur le projet de fermeture de leur usine. Il prévoit la suppression de leurs 1173 emplois Mais avec les sous-traitants, c'est 3 500 familles qui en vivent.

Pour quelques œufs et bombes à peinture lancés, et des pneus brûlés, Manuel Valls - chef des flics d'un gouvernement qui a choisi de défendre les intérêts du patronat - vitupère contre les salariés de Goodyear, dénonce les agressions contre les forces de l'ordre et promet même des sanctions. Preuve que ce gouvernement est devenu complètement sourd à ce qu'a déclaré un mécanicien présent sur place : « *Le monde ouvrier en a marre de se faire écraser* »

Face aux quelques centaines de salariés qui avaient fait le déplacement depuis Amiens, le déploiement des forces de l'ordre était démesuré, avec barrières et engins anti-émeutes, et canon à eau.

Les patrons peuvent tout se permettre : fermer des usines, licencier par milliers des salariés, casser des vies. Et augmenter leurs profits sans vergogne. Manuel Valls veille au grain, en bon petit soldat du capital.

Il leur assure le coup et tente au passage de criminaliser la révolte sociale légitime quand elle s'exprime.

Face au patronat et à ceux qui en sont les défenseurs, le NPA exprime sa solidarité entière avec les salariés en lutte, avec leur colère et leur révolte légitime.

HAUSSE DU CHÔMAGE: STOP !

Sarkozy est parti, mais les patrons continuent à licencier et à supprimer des emplois massivement.

Résultat ? 3,16 millions de privés d'emploi fin janvier 2013, soit 10,7% de plus qu'il y a un an. Moins de la moitié des chômeurs sont indemnisés et les offres de Pôle Emploi s'effondrent: -19,7%.

Hollande et Montebourg laissent faire Mittal, PSA, Air France... et même Renault où l'État est le premier actionnaire. Mieux, pour les féliciter, ils leur filent 20 milliards de plus. Enfin, il y a leur loi pour transcrire l'Accord National Interprofessionnel (ANI), l'accord pourri de « flexisécurité ».

Les patrons et Hollande nous disent : acceptez le blocage des salaires et la hausse du temps de travail ou alors ce sera pire ! Mais demain, nous jurent-ils, tout ira mieux... enfin, en 2014... ou plus tard. Toujours le même discours depuis des années. Et le résultat : plus de chômage, de boulots précaires et de difficultés à boucler les fins de mois. Y en a marre !

Pour stopper le chômage, que faut-il faire ? Interdire les licenciements, répartir le travail entre

tous, exproprier les entreprises qui licencient, embaucher au statut les centaines de milliers de salariés nécessaires aux services publics (hôpitaux, postes, écoles).

Qui le fera ? Pas un gouvernement au service du MEDEF, comme celui de Sarkozy hier et celui de Hollande aujourd'hui. Mais NOTRE gouvernement, celui des travailleurs. Car on ne peut faire confiance qu'à nous-mêmes.

Et dans l'immédiat, il faut une lutte tous ensemble. Il faut une grande manif nationale contre les licenciements et la loi transcrivant l'ANI.

DE NOUVELLES MENACES SUR... NOS RETRAITES !

Le chantier a déjà ouvert par la négociation portant sur les retraites complémentaires. Le jeudi 7 mars, les « partenaires sociaux » n'ont pas réussi à trouver un accord sur le financement de ce régime.

Les « gentils syndicats » avaient pourtant accepté le principe d'une désindexation des retraites sur l'inflation et d'une hausse des cotisations pour renflouer les régimes complémentaires. Mais le MEDEF en voulait encore plus, en demandant le recul de l'âge à partir duquel il serait possible de toucher sa retraite complémentaire ou la baisse des pensions de réversion aux veufs et veuves. Les syndicats ont, pour l'heure, refusé d'entériner un tel accord.

Cela promet pour les discussions à venir sur le régime général, prévu d'ici trois mois, pour lequel trois grandes pistes sont étudiées: soit l'augmentation des cotisations, soit nous faire travailler plus longtemps, soit la diminution des pensions, soit... les trois !

Pourtant, il n'est pas nécessaire de reporter l'âge de départ ou d'augmenter la durée de cotisation. Il n'est pas nécessaire, non plus, d'augmenter les prélèvements sur le dos des assurés sociaux ou de diminuer le niveau des retraites.

Mais pour cela il faut avoir la volonté politique de répartir autrement les richesses, de s'attaquer à la toute puissance du capital et de la loi du profit, et de décider de répondre aux besoins essentiels du plus grand nombre.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique